

palabre



LES ARCHIVES DE L'INNOMMABLE

*Mais APARTHEID, n'est-ce pas
depuis toujours l'archive de l'in-
nommable ?*

Jacques Derrida

L'apartheid une fois encore condamné, mais loin des imprécations plénières : par un mutisme qui le transcende en se posant au-delà de sa fin. Du globe terre, 85 artistes plasticiens, et quelques autres hommes de plume qui les côtoient au catalogue, pour fonder un musée ni reflet du passé, ni image du contemporain : édifice du futur porté par l'espoir de la certitude. Ils ont fourbi des formes, qui des toiles, qui des bronzes ou des matières qu'on dit plastiques ou même des documents photographiques. Ils en ont fait don à un gouvernement sud-africain libre et démocratique issu du suffrage universel, offrande à l'inéluctable inconnu. A l'encore inexistant. Mais ce don de vie n'attend pas : il appelle. Il appelle la venue de cette autorité nouvelle en appelant à aider cette venue. Car d'ores et déjà le musée est manifeste : *Art contre/against apartheid* offert aux hommes réputés libres, libres aussi de s'élever contre le racisme et la ségrégation et la déportation et... ; une exposition apatride, réfugiée avant d'avoir jamais gagné la terre qui lui est promise : une exposition pour exprimer l'innommable. Installée d'abord à Paris, cœur d'une ambiguïté face à l'Afrique du Sud qu'on semble ne pas vouloir trancher : du 22 novembre au 30 décembre 1983, à la Fondation nationale des arts graphiques et plastiques ; ensuite transportée ailleurs jusqu'à la disparition de ce qui l'a fondée, l'apartheid.

Son originalité, sans doute, réside dans le principe qui l'a rassemblée : « 85 artistes du monde entier jouissant d'une réputation internationale ont répondu à l'appel en faisant don d'une œuvre majeure qui témoigne de leur engagement personnel vis-à-vis du problème racial » explique la feuille de présentation. Mais que l'on ne s'y trompe pas : si l'acte fut militant, la pratique créatrice ne le fut pas nécessairement. Certaines toiles, les œuvres d'affiche furent conçues pour l'exposition et en ont voulu illustrer le sens (ci-contre l'une d'entre elles, signée Paul Rebeyrolle, choisie autant par commodité technique que pour des raisons esthétiques) ; *Black Cruzification* de l'Allemand Wolf Vostell, *Défense d'afficher* de l'Espagnol José Balmes, *Apartheid* du Mozambicain Valente Ngwenya Malangatana, *Contre l'apartheid* du Yougoslave Pedja Milosavljevic, par exemple, entrent dans cette catégorie. D'autres, non moins nombreuses, sont simplement créations : *Los Engulleran* du Chilien Roberto Matta, *Modulations* de l'Argentin Julio LeParc, *Village life under palm tree* du Nigérian Taiwo Olaniyi, dit Twins Seven Seven, par exemple toujours. D'un côté ou de l'autre, c'est la diversité qui règne : l'entreprise n'est pas d'une école, d'un style, d'un esprit, elle est d'abord plurielle. C'est là sa force. Car si elle dénonce et condamne, si elle veut faire comprendre et, à sa manière, mobiliser, ce n'est pas seulement dans ce qu'elle montre parfois : l'horreur ou la détermination ; c'est par ce qu'elle est : la négation des ordres de formes et de couleurs. Il est généreux que l'Afrique du Sud libre puisse disposer à sa naissance d'un fonds représentatif de l'ensemble des courants de la peinture, du dessin, de la sculpture... contemporains, digne des meilleures galeries. Mais la démarche des 85 va beaucoup plus loin que la générosité, qui proclame la richesse de la diversité et des différences dans l'univers qui est celui-là même des alibis de l'apartheid : celui des teintes, des textures, des volumes. Alors le geste des 85, le mouvement du corps en travail pesant sur son œuvre, est pratique d'abolition : véritable corps-à-corps de la liberté, du corps libre créant au corps à libérer du corps prétexte à l'oppression. Preuve, s'il en fallait encore, de la vérité affirmée par le généticien Albert Jacquard : « pour lui le mot "pur" doit se prononcer "pauvre" ».

Denis Martin

Les toiles et œuvres composant l'exposition ont été reproduites en un très beau catalogue où se trouvent également consignés des textes de Jacques Derrida, Allen Ginsberg, Michel Leiris, Basil Davidson, André Brink, Albert Jacquard, Edmond Jabès, Jorge



Apartheid
is Ugly

Boyce

Amado, Michel Butor, Juan Goytisolo, Julio Cortazar, ainsi que des extraits d'un livret des Nations Unies intitulé « Un crime contre l'humanité » (*Art contre/against apartheid*, Paris, Les artistes du monde contre l'apartheid, 1983). Pour tous renseignements concernant l'exposition ou le catalogue : Association des artistes du monde contre l'apartheid, c/o Centre d'information des Nations Unies, 6 avenue de Saxe, 75007 Paris.

EXISTE-T-IL UN CINÉMA CONTRE L'APARTHEID ?

A propos des journées cinématographiques d'Amiens contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (15-23 novembre 1983).

L'un des thèmes de la troisième édition de ces journées était l'apartheid au sens large du terme, c'est-à-dire le cinéma des pays de la ligne de front (Angola, Zimbabwe, Mozambique) et le cinéma essentiellement militant consacré à la lutte contre l'apartheid ou à la description dénonciatrice des conditions racistes sud-africaines. La variété des sensibilités idéologiques et esthétiques jointe aux difficultés techniques réelles de production (et même tout simplement de tournage) rend pratiquement impossible toute impression homogène d'ensemble.

Des pays de la ligne de front nous retiendrons « Nelisita » de Ruy Duarte (qui a remporté le prix de la ville d'Amiens). C'est l'interprétation visuelle — et modernisée de façon symbolique — d'un montage de deux contes traditionnels angolais. L'auteur, anthropologue et cinéaste, réalisateur de la série « Tempo Mumuila », reste le témoin d'une culture ancienne mais populaire que les socialismes n'aiment pas trop mettre à l'honneur. En règle générale, la fiction cède le pas au documentaire. L'essai filmique de Chris Austin (l'un des réalisateurs du superbe documentaire sur la lutte des femmes sud-africaines « South Africa belongs to us ») sur les fantasmes de l'écrivain zimbabwéen D. Marechera et son difficile retour au pays, « House of Hunger », a suscité plus de surprise que d'enthousiasme. Il est certain — *mais malheureusement le film ne le montre pas* — que le Zimbabwe, espèce d'Afrique du Sud en miniature mais indépendante, n'est pas un endroit facile à vivre... pour les noirs eux-mêmes ! Enfin,

cantonnée au documentaire, la participation du Mozambique a frappé l'imagination politique avec « Los comprometidos » de Ike Bertels (hollandaise). Le procès des « collaborateurs » mozambicains avec le colonialisme portugais mené par un Samora Machel à la fois procureur et clown cynique (le film et l'histoire se terminent bien puisque ces collaborateurs assis dans une immense salle par catégorie collaboratrice — PIDE, commandos, etc — seront tous libérés et amnistiés) impressionne par sa mise en scène (on pense à d'autres procès...), son absence de formalisme et... de juridisme. La caméra, bien que statique, note des détails qui frappent par leur vérité. Le reste de cette production plus militante et militaire porte témoignage de la lutte contre l'Afrique du Sud mais, tout comme la plupart des courts-métrages anti-apartheid, le stéréotype et le slogan prennent le pas sur l'imagination filmique. Pour reprendre la boutade sérieuse du critique et cinéaste tunisien Ferid Boughedir, « beaucoup de films mais peu de cinéma ».

Pourtant quelques productions surnagent de ces tracts en image. « You have struck a rock » de Debbie May (Nations Unies), qui a obtenu le prix du court-métrage, revient sur l'histoire des luttes des femmes noires (et aussi blanches) contre l'apartheid (et notamment contre l'extension des *pass* aux femmes). Interviews, documents d'archives produisent une forte impression grâce à un montage dynamique et efficace. « The sun will rise » (IDAF de Londres) en hommage à Solomon Mahlangu et d'autres militants ANC victimes de l'apartheid, est plus statique et répétitif. Et puis n'y a-t-il que l'ANC en Afrique du Sud ? Faut-il des martyrs à tout prix ? Mais peut-on saisir la logique de l'apartheid sans passer par le film militant réservé aux convaincus ou... aux gens patients ? La projection de deux téléfilms d'après deux nouvelles de Nadine Gordimer (« Country Lovers » et « City Lovers ») montre que l'on peut en tout cas faire de la belle image...

Un film nous a frappé par sa force analytique et pourtant il s'agit d'une œuvre de fiction, « My country, my hat » de D. Bensusan (Sud-Africain). La description de l'apartheid au quotidien à travers la vie, les angoisses ou les aliénations de la famille d'un chauffeur blanc de benne à ordures se mêle à une intrigue policière : le jardinier noir qui dit la vérité (et du meurtre et de l'apartheid, car il n'a pas de *pass*) risque sa vie. Il s'en sortira parce qu'on peut toujours essayer de rouler le système... au moins une fois. Bien que sans message politique apparent, ce film a été interdit en Afrique du Sud.

Un grand nombre d'autres films ont été projetés, y compris

des films sud-africains... racistes. Une excellente brochure produite par le Festival, *Cinéma et apartheid*, analyse chacun des films et les tendances générales des cinémas nationaux et permet donc de continuer le travail engagé à Amiens (1).

Mais l'impression dominante reste celle d'une insatisfaction : on a plus appris sur les défauts (ou les qualités) des militants — ou des lignes politiques sous leur forme cinématographique — que sur ce que le cinéma peut apporter de spécifique à la construction du socialisme dans les États de la ligne de front ou à la critique de l'apartheid sud-africain.

Jean Copans

Lu dans Sud-Ouest (20-5-82)

L'AFRIQUE AUSTRALE : GÉNÉRALEMENT MAL CONNUE

L'Afrique australe, sujette fréquemment à des critiques et généralement mal connue, a un groupe fidèle de sympathisants dans notre région. On l'a constaté une nouvelle fois, récemment, au cours d'une conférence avec projections organisée par les Amis des communautés sud-africaines qui a fait le plein du Club Pernod, à Bordeaux.

Les invités, accueillis par Mme Brigitte Wangermez et M. François Chivaille, ont entendu un exposé plein de conviction du commandant François Rioual, du cadre de réserve, qui a parlé sur le thème « Guerre ou paix en Afrique australe ».

Il a fort bien situé l'importance de l'enjeu que constitue cette partie de la terre dans la compétition permanente entre l'Est et l'Ouest, et a souligné les menaces intérieures et extérieures qui pèsent sur la République sud-africaine, considérée par beaucoup comme un indispensable bastion de l'Occident face aux appétits des pays communistes. Ce qui se passe en Namibie, par exemple, est là pour le prouver.

Mais, dit le commandant Rioual, « quand l'Occident veut réagir, l'Occident gagne ! ». Voilà pourquoi, selon lui, il faut aider à l'évolution d'un pays qui garde une route précieuse, celle passant par Le Cap, et mieux comprendre ceux — parfois d'origine française — qui sont trop souvent victimes de l'utilisation que l'on fait en Europe du mot « apartheid ». Un terme qui se traduit, on le sait, par « développement séparé ».

(1) L'un des auteurs de cette brochure est le Sud-Africain Keyan G. Tomaselli, enseignant et critique, présent au festival et qui a notamment publié en 1981 un

ouvrage sur *L'industrie du film en Afrique du Sud*, Johannesburg, ASI, 152 p. Communication n° 7.

LE RETOUR D'EMEKA.

Un événement aussi important que la rentrée politique d'Ojukwu n'a, à notre connaissance, suscité aucun commentaire dans la presse française, si ce n'est, le 24 août, un bref article du *Monde* signalant qu'il venait d'être battu aux élections sénatoriales. Pourtant le silence fait sur le retour du leader biafrais ne laisse pas d'étonner. Il ne peut s'expliquer que par cette loi de la couverture médiatique : on parle surtout de ce qu'il est aisé de faire entrer dans des schémas tout préparés. Du Nigeria, pays « barbare », contrée rêvée pour les aventuriers à la recherche de toutes les chienneries du monde d'ACTUEL, on attend toujours le pire et parfois à juste titre. Mais quand revient au pays le chef d'une sécession qui a été aussi soutenue que mal comprise en France, on ne saurait s'étendre sur un événement aussi dérangeant. Or la rentrée provisoire d'Ojukwu (1) ne s'est pas faite discrètement. Il s'est même offert un griot en la personne de Fredrick Forsyth qui nous donne avec *Emeka* (Ibadan, 1982) une hagiographie en forme de biographie. Texte passionnant, à lire avec quelque recul, destiné à susciter l'admiration des nouvelles générations nigérianes et où il nous est en somme dit que le vrai défenseur de l'idée fédérale était Emeka. Forsyth montre bien en tout cas que l'homme qui a été le premier étudiant nigérian à se balader en Rolls à Oxford est un pur produit de cette institution nationale entre toutes, l'armée. Et si les qualités du soldat n'ont jamais fait de doute, celles du penseur politique sont plus discutables si nous en jugeons par l'entretien que Forsyth a eu avec son modèle : du soldat, l'homme a la bravoure, mais la pensée est plus proche de Bigeard que de De Gaulle...

Il est en tout cas bien dommage que la politique du Nigeria nous soit plus souvent présentée à travers Fela qu'à travers Ojukwu, comme dans le film inepte « Musique au poing » passé sur Antenne 2 le 17 octobre 1982 : sur le ton sentencieux du spécialiste, le commentaire nous suggérait que Fela pouvait bien être le prochain président du Nigeria... Que penserait-on d'une émission de la télé nigériane qui aurait pris au sérieux les chances de Coluche ?

Alain Ricard.

(1) A l'heure où nous mettons sous presse, le nouveau régime militaire a emprisonné Ojukwu.

LE GUIDE DU PARFAIT CUL-BLANC (1)

Le fonctionnaire français qui quitte la mère patrie est un homme perdu. Les dangers de la vie outre-mer sont bien connus : salaire double, logement gratuit, domesticité pléthorique et peu chère, soleil abondant, supériorité raciale garantie, etc. Pour faire face aux imprévus et inconnues de l'expatriation, le ministère de la Coopération dispose d'un service, le Bureau de liaison des agents de Coopération technique (BLACT) qui informe et forme (?) le personnel. Ce service produit notamment des brochures pour chaque pays africain, mises à jour chaque année.

Ces brochures sont bien faites : du moins celle qu'il nous a été donné de lire, l'édition 1979 du Sénégal (2). Ce sont des Français en poste depuis longtemps qui l'ont rédigée et, dans la bibliographie, ils vont jusqu'à citer des livres parus chez Maspero, c'est tout dire de leur ouverture d'esprit ! L'utilité de ces brochures au niveau des renseignements administratifs, techniques, de loisirs est évidente. Et pourtant, à y réfléchir de plus près, il y a de quoi s'étonner et même de quoi rire. Car la multiplicité des conseils nous propose, en creux, l'image d'un coopérant incapable de se débrouiller, enfermé dans sa communauté d'origine et finalement devant se conformer à un modèle imposé. Nous avons sélectionné pour l'édition de nos lecteurs quelques « perles », comme on dit. Les nouveaux responsables de la Coopération vont-ils continuer dans la même veine en infantilisant leur personnel et, par voie de conséquence, ceux qui sont en contact avec lui, c'est-à-dire les Africains ? Ce néocolonialisme au second degré, fait de réflexes culturels, idéologiques, conforte la cohésion sociale, privilégiée (et combien !) des coopérants et n'incite pas à la découverte spontanée et chaleureuse, c'est le moins qu'on puisse dire, des réalités sociales locales, sauf sous la forme d'un tourisme dit de découverte.

Nous nous sommes permis de commenter (en italiques et entre parenthèses) les extraits choisis.

(1) Surnom donné aux coopérants français à cause de la plaque d'immatriculation spéciale, blanche, qui orne le devant et l'arrière de leur véhicule. Notons que ce cul-blanc n'est pas la meilleure des introductions culturelles. Les chercheurs en sciences humaines qui utilisent les véhicules du CNRS en Afrique noire ont droit à de telles immatriculations ; il leur est difficile ensuite

d'expliquer ce qu'ils viennent faire, puisque c'est déjà du « tout vu ». Notons qu'en Côte-d'Ivoire où la population coopérante est nombreuse, les immatriculations blanches ont été supprimées. On devine les raisons « humanitaires » d'une telle décision.

(2) *Notice d'information à l'usage des agents de la coopération*, BLACT, 170 p.

Sur le plan général, compte tenu de l'évolution de la coopération et pour aller dans le sens de la sénégalisation des cadres, il semble nécessaire de mettre l'accent sur la formation de ceux qui sont appelés à prendre la relève des coopérateurs. (*Cela fait vingt ans qu'on tient ce discours : notre formation serait-elle donc si mauvaise ?*)

Sur le plan personnel, ce qui est demandé en premier lieu à tout coopérateur c'est une grande compétence professionnelle. Mais, pour être efficace, la compétence technique doit être assortie d'une bonne connaissance des réalités sociales, économiques et culturelles du Sénégal et d'une ouverture d'esprit permettant l'amorce d'un dialogue entre personnes de cultures différentes. (*C'est pourquoi les coopérateurs ne parlent pas les langues locales et vivent quasiment dans des quartiers réservés, voir Giscardville à Abidjan.*)

ÉQUIPEMENT À PRÉVOIR

Hommes : En ville, le short n'est admis qu'en dehors des heures de service et le week-end.

Femmes : Les conseils sont ici plus délicats à donner, les femmes étant plus sensibles selon les cas à l'originalité, au confort ou à la mode. Pour les cocktails et les dîners le soir en saison sèche, la plupart des réceptions ayant lieu en plein air (jardin ou terrasse), on a absolument besoin d'une étole de laine.

Il existe, à Dakar notamment, des blanchisseries et des établissements de nettoyage à sec compétents mais coûteux. On a recours habituellement à des « boys » ou à des « bonnes cuisinières » qui s'occupent également du linge, ou encore, à des blanchisseuses qui viennent une ou deux fois par semaine à domicile. (*Si les services sont « coûteux », ne serait-ce pas parce que le personnel domestique est mal payé ? En tout cas la coopération vous engage à faire comme tout le monde blanc, à recruter — et exploiter — de la domesticité. Pour la former sans doute.*)

ARRIVÉE, ACCUEIL, INSTALLATION

... le rythme souvent lent avec lequel les problèmes se règlent.

En ce qui concerne le travail, le nouvel arrivant doit s'attendre à rencontrer des collègues, des supérieurs, des subordonnés qui n'auront pas forcément la même façon de voir les problèmes que lui.

Les enseignants risquent souvent d'être déconcertés par les effectifs importants dans les classes, par le manque de matériel, par les réactions des élèves, et par une impression latente d'inefficacité (*Est-ce vraiment différent en France ?*). En tout état de

cause, une bonne dose de philosophie et une attitude de compréhension et de respect envers les personnes qu'il sera amené à rencontrer ou à fréquenter au travers des différents services sénégalais, aideront le nouveau coopérant à surmonter les difficultés du début de séjour et faciliteront une bonne insertion dans ce nouveau milieu de vie qui s'ouvrira à lui en fonction de la façon dont il l'abordera (*Bref, même s'ils sont c..., ne soyez pas trop racistes*).

PERSONNEL DE MAISON (Avertissement)

Certains nouveaux coopérants, et en particulier les plus jeunes, réagissent très négativement à l'idée de devenir des « patrons » et refusent, les premiers temps, d'engager du personnel domestique. Ils s'aperçoivent assez rapidement qu'il s'agit là d'un problème qui est très vécu très simplement et très sainement par tous en Afrique. Espérons, qu'une fois convaincus de cette vérité, ils se révéleront des employeurs soucieux de leurs obligations... (*Ces trois petits points dénotent-ils un doute ? Ce qui est sûr, c'est qu'il faut avoir du personnel domestique. Pourquoi ? Pour jouer les patrons, par charité chrétienne au pays du chômage ? Car, sauf exceptions, les coopérants ne proviennent pas de catégories sociales qui usent de la domesticité. Le mystère reste entier. A moins de considérer qu'il s'agit là, comme le sait quiconque a été en Afrique, d'une des principales sources de conversation de la communauté coopérante. Le contact culturel forcé, en quelque sorte.*)

CONDITIONS DE VIE

Approvisionnement : les Européens font habituellement leurs achats dans les magasins Score, Filfili, Sahn, et au marché Kermel.

Santé, Hygiène : en Afrique, la pauvreté, le peu d'hygiène et le climat favorisent des maladies que seule l'histoire rappelle pour mémoire en Europe et que les médecins occidentaux, en raison de la rareté des cas et du manque d'information sur le sujet, sont parfois incapables de reconnaître et de traiter convenablement.

Il ne faut pas en déduire hâtivement qu'il est dangereux, donc déconseillé de partir au Sénégal ou de voyager à l'intérieur du pays (*Façon élégante de dire que les médecins ne sont pas très capables — autre source classique de conversations de cocktails*).

Après une longue liste de maladies, le bon sens reprend le dessus tout de même : Au vu de cette énumération, l'assistant technique en puissance ne doit pas s'alarmer inutilement : les dangers sont mille fois moindres que ceux des accidents de la route en France...

Jean Copans.

*Lu dans CCFD Info***LE TCHAD... SANS LES TCHADIENS**

Très compliquée cette affaire du Tchad. Un pays impossible où cohabitent des populations qui n'ont en commun que d'avoir vécu sous l'autorité de la même puissance coloniale. Des leaders opposés qui, tour à tour, se retrouvent au pouvoir au rythme d'une guerre civile à répétition. Un conflit intérieur qui prend une dimension internationale au risque de faire de cette région du monde un enjeu privilégié de l'antagonisme Est-Ouest. La Libye au Nord. La France embarquée dans cette aventure dans l'espoir d'enrayer la guerre, mais au risque de s'embourber dans une situation impossible. Décidément, il est très difficile de se retrouver dans ce guépier.

Le plus surprenant — et le plus choquant — *c'est l'apparente absence du peuple tchadien dans cette affaire.* Comme si ce n'était pas le présent et l'avenir des femmes et des hommes de ce pays qui se trouvaient en jeu. A regarder la télévision, à écouter les radios, à lire les journaux, il semblerait que ce peuple n'existe pas. On interroge Hissène Habré et Goukouni Oueddei. On s'interroge sur ce que feront ou ne feront pas le colonel Kadhafi et François Mitterrand. On observe les faits et gestes de Washington et de Moscou. On réalise des prouesses pour rapporter des images et des propos des parachutistes français qui campent à Abéché ou ailleurs. *Le peuple tchadien, lui, n'intéresse personne.* Certes, dans la situation présente, il ne serait pas facile, sinon impossible, d'organiser une consultation populaire sérieuse et libre qui permettrait aux Tchadiens de dire ce qu'ils désirent. Mais ceux qui courent les rues de Djamena ou les pistes du désert, la caméra au poing ou le stylo à la main et, plus encore, ceux qui, détenteurs d'un pouvoir, décident du sort de tout un peuple, pourraient interroger les femmes et les hommes, les vieillards et les jeunes, les paysans et les professeurs, ceux du Nord et ceux du Sud... Et notamment tous ceux qui, là où ils vivent, travaillent, au milieu des pires difficultés, au développement de ce pays.

Entendre le peuple pour l'écouter n'apporterait point une solution miracle à un drame où les haines s'ajoutent aux séquelles de l'Histoire et les rivalités ethniques à une situation économique dégradée. *Mais donner la parole à un peuple c'est renforcer son droit à exister.* Plus souvent qu'on ne le croit, en effet, le peuple fait preuve de plus d'imagination et de clairvoyance que les sages et les puissants.

Diapason

* *Comité catholique contre la faim et pour le développement.*

LE GENTLEMAN DE YAOUNDÉ

A une explication claire sur les événements du mois d'août, les dirigeants du Cameroun ont préféré laisser planer le mystère. Les circonstances du coup d'État manqué alimentent les discussions et font l'objet de versions totalement invraisemblables, certaines rumeurs évoquent même la « résurrection » du président Biya...

En n'offrant aucun détail sur le complot, et en préférant attendre les résultats de l'enquête, ou au moins le procès public des intriguants, les dirigeants de Yaoundé paraissent ne pas vouloir mobiliser outre mesure.

Plutôt donc que d'attiser les querelles, on préfère parler à Yaoundé de « changement », de « démocratie » et surtout de « rigueur », le mot clé de la politique du nouveau chef de l'État devenu, depuis le 14 septembre dernier, président de l'Union nationale camerounaise. Les Camerounais, sensibles à ces mots d'ordre, n'expriment guère d'animosité vis-à-vis d'Ahmadou Ahidjo ; ce taximan nous confie « le Père s'est trompé, il vieillit... », au bar du quartier on disserte à n'en plus finir sur les milliards accumulés par l'ancien président de l'UNC, et à l'université on espère bien que le président Biya sera sensible au fait que ce sont les étudiants qui ont été les premiers à descendre dans les rues de Yaoundé pour soutenir le chef de l'État après l'annonce du complot, le 22 août.

Par contre, l'esprit de revanche est perceptible chez les militants de l'Union des populations du Cameroun (UPC) qui ont envoyé, depuis la France, un télégramme au président Biya. Dans leur message, ils demandent un mandat d'arrêt international contre Ahidjo et apportent leur soutien au chef d'État du 6 novembre 1982.

En attendant le retour de la « liberté » de la presse, les éditorialistes de *Cameroon Tribune*, autrefois thuriféraires d'Ahidjo, font les louanges du « gentleman » de Yaoundé.

Didier Desormeaux.